

Initiatives ministérielles

Une voix: Enfin la vérité.

M. Barrett: Monsieur le Président, il importe d'examiner de quelle manière le gouvernement a vidé la corne d'abondance que représentent les ressources naturelles du pays, l'industrie gazière et pétrolière, le secteur forestier, les pêches, bref, toutes les ressources que Dieu a mises à la disposition de tous les Canadiens. Il importe de constater qu'il y a maintenant 1,5 million de chômeurs au Canada, que nous sommes aux prises avec une dette énorme, ce qui n'empêche pas le gouvernement d'aller voir ceux-là mêmes qu'il a littéralement dérobés pour leur demander encore des sous afin de se sortir du borbier dans lequel il s'est lui-même enfoncé.

Une voix: C'est honteux.

M. Barrett: Si Lewis Carroll vivait de nos jours, il serait gêné. Alice au pays des merveilles devient réalité et ces gens-là deviennent les personnages du plus grand conte de fées qui soit. Qui joue le rôle du morse? Qui est le chapelier fou? Il change de chapeau avec le ministre des Finances. Qui que ce soit qui fait fonction de ministre des Finances dans un gouvernement conservateur, il est le chapelier fou et il a le chapeau.

Quelle bande de démolisseurs! Quelle bande d'incompétents! Comment s'y prendre pour détruire un pays dont l'économie en faisait un des chefs de file du Groupe des Sept? Seuls les libéraux et les conservateurs peuvent répondre à cette question.

M. Lewis: Et la Colombie-Britannique.

M. Barrett: Quand j'ai quitté mes fonctions, la Colombie-Britannique avait des surplus, des budgets équilibrés et 600 millions de dollars d'actifs. Au risque de perdre mon siège, je défie quiconque de dire le contraire.

Cela étant dit, je ne suis qu'un socialiste. J'ai simplement fait de l'argent. Pour les socialistes, c'était contraire à la loi de faire de l'argent au nom de la population. Mais nous l'avons fait quand même. Nous avons créé notre propre société d'État, la British Columbia's Insurance Corporation. Y a-t-il eu un politique de droite élu depuis dans la province de Colombie-Britannique pour s'en débarrasser? Allons, dites-le moi. Aucun, parce que cette société est lucrative.

Si vous voulez que les conservateurs vous écoutent de toutes leurs oreilles, parlez-leur d'une société qui rapporte. Si vous leur parlez de ressources, de responsabilités vis-à-vis leurs engagements, de sensibilité envers les gens, vous ne réussirez pas à capter leur attention. Mais si vous leur dites comment faire de l'argent, attendez-vous à entendre la cloche sonner. En fait, la lumière s'allume

et la cloche sonne. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'ils apprennent.

Je voudrais profiter des dernières minutes qu'il me reste pour leur donner un cours élémentaire d'économie. Notre dette est telle que, pour chaque dollar perçu, 32 cents doivent servir à payer l'intérêt. On s'entend là-dessus? Parfait.

Interrogez-les un à un, vous les entendrez récriminer contre le gouvernement de l'Ontario qui accroît son déficit. L'Ontario consacre sept cents de chaque dollar au service de la dette. Disons que ce montant atteigne neuf cents. Le gouvernement ne serait-il pas aux anges s'il avait ce ratio de levier pour la dette. Avec les conservateurs, il en coûte 39 cents et avec les néo-démocrates, neuf cents et ce, malgré le borbier dont ces derniers ont hérité des libéraux, soit dit en passant. Le gouvernement fédéral fait 70 p. 100 de ses emprunts au Canada même.

Une des ressources que nous avons au Canada, ce sont nos propres capitaux. Nous ne devrions pas avoir peur de nous en servir. Le gouvernement l'a enfin découvert un peu en lançant un programme permettant aux gens d'utiliser les fonds versés dans un régime enregistré d'épargne-retraite pour effectuer un versement initial sur une maison. Je ne pense pas que ce soit là la meilleure façon d'utiliser cet argent, mais au moins nos vis-à-vis ont enfin compris qu'on pouvait s'en servir.

Savent-ils ce qu'est une obligation? Je le crois. Ils vendent des obligations d'épargne du Canada à des Canadiens pour obtenir les recettes voulues afin de financer leurs dépenses de fonctionnement et le service de la dette. Le gouvernement n'est pas contre les obligations d'épargne du Canada, et il en va de même du Parti libéral et du Nouveau Parti démocratique.

Ce que j'offre, c'est un autre type d'obligation afin d'attirer les épargnes au Canada et de pouvoir ainsi consacrer d'énormes sommes à des travaux publics qui emploieraient des dizaines de milliers de Canadiens et ne forcerait pas le gouvernement fédéral à s'endetter; il lui suffirait d'user de son imagination pour reporter l'imposition des sommes investies dans des régimes enregistrés d'épargne-retraite.

C'est le *Globe and Mail*, qui n'est pas un journal néo-démocrate, qui a pris la peine, le 10 février, de publier ce brillant article expliquant comment nous pouvions utiliser une obligation municipale à partir d'un régime enregistré d'épargne-retraite, pour financer une restructuration massive au niveau municipal dans tout le pays. Cet article était signé par un certain David Barrett, l'ancien premier ministre de la Colombie-Britannique.